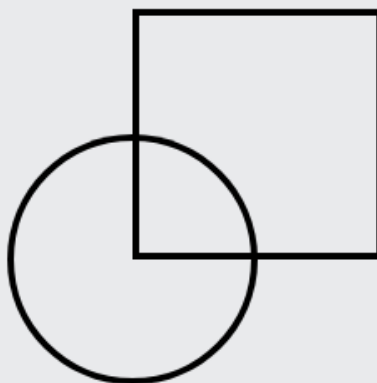




FICHE PAYS N°14 – La Ligne Fine



LA LIGNE FINE

Institut

Arménie



Auteurs : Violette MAZARD
Date de publication : 6 octobre 2026



Données clés

Nom officiel : République d'Arménie.

Capitale : Erevan.

Population : 3 086 600 habitants en 2025.¹

Superficie : 29 800 km².²

Langue officielle : Arménien ; le russe reste très répandu et l'anglais est également pratiqué, notamment chez les jeunes générations.

Pays frontaliers : Géorgie, Azerbaïdjan, Iran et Turquie ; l'Arménie est enclavée, sans accès à la mer. La frontière avec la Turquie est fermée

depuis 1993.

Monnaie : Dram arménien (AMD).

Régime politique : République parlementaire.

Président : Vahagn Khatchaturian, depuis 2022 ; Premier ministre : Nikol Pachinian, depuis 2018. Elections législatives prévues en 2031, sauf dissolution anticipée de l'Assemblée nationale.

Parti au pouvoir : Contrat civil (Civil Contract), conduit par Nikol Pachinian.

PIB : 29,2 Md USD en 2025 selon la Banque mondiale et France Diplomatie.³

Croissance : 7,2 % en 2025 selon la Banque mondiale.⁴

Inflation : 3,3 % en 2025 selon la Banque mondiale.⁵

Chômage : 12,4 % en 2024 et 12,9 % en 2025 selon l'estimation de la Banque mondiale.⁶

Dette publique : Environ 49,0 % du PIB en 2025 selon le FMI.⁷

¹ Banque mondiale. *Population totale – Arménie*.

<https://data.worldbank.org/country/armenia>

² Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. *Présentation de l'Arménie*.

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/information-par-pays/armenie/presentation-de-l-armenie>

³ Banque mondiale. *PIB (\$ US courants) – Arménie*.

<https://data.worldbank.org/country/armenia>

⁴ Banque mondiale. *Croissance du PIB (% annuel) – Arménie*.

<https://data.worldbank.org/country/armenia>

⁵ Banque mondiale. *Inflation, prix à la consommation – Arménie*.

<https://data.worldbank.org/country/armenia>

⁶ Banque mondiale. *Chômage, total (% de la population active) – Arménie*.

<https://data.worldbank.org/country/armenia>

⁷ International Monetary Fund. (2025, 3 décembre). *IMF Executive Board Concludes 2025 Article IV Consultation with Armenia*.

<https://www.imf.org/en/news/articles/2025/12/02/pr-25403-armenia-imf-art-iv-consultation-6th-rev-cancels-arrange-approves-arrangement>

Synthèse exécutive

L'Arménie présente le profil d'un État de petite taille au poids économique limité, mais dont l'importance stratégique dépasse ses seuls indicateurs démographiques et économiques. Enclavé au cœur du Sud Caucase, le pays cherche à préserver son intégrité territoriale, à se désenclaver et à diversifier ses partenariats extérieurs.

La trajectoire récente est structurée par la rupture politique de 2018, les défaites militaires face à l'Azerbaïdjan en 2020 et 2023 et la disparition du Haut-Karabagh comme entité arménienne. Cette séquence a renforcé la priorité donnée à la sécurité, tout en poussant Erevan à rééquilibrer progressivement sa politique étrangère.

Sur le plan économique, l'Arménie dispose d'un rythme de croissance élevé : 7,2 % en 2025 après 8,1 % en moyenne entre 2021 et 2024. L'économie est dominée par les services, tandis que les technologies de l'information connaissent une progression rapide et constituent un axe prioritaire de diversification.

Cette dynamique demeure toutefois exposée à plusieurs vulnérabilités : enclavement, déficit commercial structurel, dépendance commerciale à la Russie, dette publique, chômage encore élevé et exposition indirecte aux sanctions visant la Russie. La situation régionale reste le principal facteur de risque non économique.

La politique extérieure traduit une recherche d'autonomie accrue. L'Arménie a suspendu de facto sa participation à l'OTSC tout en restant membre de l'UEE et a engagé une démarche de candidature à l'Union européenne en 2026. Le processus de normalisation avec l'Azerbaïdjan et la Turquie constitue le cœur de cette réorientation.

Conclusion stratégique : l'Arménie est un État politiquement consolidé mais géopolitiquement vulnérable, qui tente de convertir une forte dynamique économique en résilience stratégique. Sa trajectoire 2026-2030 dépendra surtout de la stabilisation du voisinage, de la diversification des partenariats et de la capacité à maintenir une croissance élevée tout en réduisant ses vulnérabilités extérieures.

Repères historiques stratégiques

L'Arménie se situe au cœur du Caucase du Sud, carrefour de routes stratégiques entre l'Europe, la Russie, le Moyen-Orient et l'Asie centrale. Elle est encerclée par trois puissances régionales héritières d'anciens empires rivaux : la Russie (empire tsariste), la Turquie (empire ottoman) et l'Iran (empire perse), une position charnière qui structure sa politique étrangère depuis plus de deux siècles et qui vaut à l'Arménie d'être présente dans la région, en tant qu'entité culturelle et politique, depuis le VI^e siècle avant notre ère.

Cette identité s'est maintenue au travers des dominations successives grâce à deux fondements anciens : l'adoption du christianisme comme religion d'État en 301, qui fait de l'Arménie le premier État chrétien au monde, et un alphabet propre inventé en 405. Cette continuité religieuse et linguistique a permis aux Arméniens de préserver une identité distincte malgré la disparition répétée de leur souveraineté politique, tout en développant, au fil d'une dispersion ancienne, un rôle de passerelle entre plusieurs mondes.

Le tournant tragique du XX^e siècle est le génocide de 1915, organisé par le gouvernement ottoman puis turc à la suite de massacres déjà commis entre 1894 et 1896, qui a entraîné la mort d'environ 1,2 à 1,5 million d'Arméniens et la déportation des populations d'Anatolie orientale ; ce génocide n'est à ce jour pas reconnu par la Turquie.⁸ Avec la révolution bolchévique de 1917, l'Arménie proclame une première indépendance, rapidement absorbée par l'URSS : le partage des territoires opéré par Moscou attribue le Nakhitchevan et le Haut-Karabagh, peuplé à 95 % d'Arméniens, à l'Azerbaïdjan sous l'autorité de Staline en 1923, tandis que la région du Zanguezour reste rattachée à l'Arménie.

L'indépendance retrouvée en 1991 s'accompagne immédiatement d'un conflit avec l'Azerbaïdjan autour du Haut-Karabagh, dont le gouvernement autoproclamé de Stepanakert réclame le rattachement à l'Arménie depuis 1988. Le conflit, gelé pendant près de trente ans, s'accompagne d'un blocus turc destiné à soutenir Bakou, qui pousse l'Arménie à un rapprochement étroit et durablement structurant avec la Russie et alimente un exode massif : entre 700 000 et 1,3 million d'Arméniens ont quitté le pays depuis 1991, portant la diaspora arménienne à environ 7 millions de personnes, contre environ 3 millions de résidents sur le territoire national.⁹

L'alternance démocratique de 2018, associée à la « Révolution de velours », constitue un tournant majeur. Elle a consolidé un système politique fondé sur des élections régulières et compétitives et a installé Nikol Pachinian comme figure centrale du pouvoir exécutif.

La guerre de 2020 avec l'Azerbaïdjan puis la défaite militaire de 2023 ont profondément modifié l'environnement stratégique. La perte du Haut-Karabagh et l'exode de la quasi-totalité de sa population arménienne ont alimenté une forte pression politique intérieure et durablement marqué le débat national.

Depuis 2023, Erevan privilégie la recherche d'une normalisation avec l'Azerbaïdjan, tout en cherchant à diversifier ses garanties et ses partenariats. Le Sommet de la paix de Washington du 8 août 2025 a permis le paraphe d'un traité de paix et la signature d'une déclaration conjointe prévoyant un corridor de transport, le TRIPP.¹⁰

⁸ Arte. *Arménie, le sang des montagnes*.

⁹ Arte. *Arménie : petit pays, grande histoire – Le Dessous des cartes*.

¹⁰ Maison Blanche et Département d'État des États-Unis. (2025, 8 août). *Déclarations relatives au Sommet de la paix de Washington*.



La période 2024-2026 correspond ainsi à une réorientation stratégique progressive : mise en sommeil de fait de la participation à l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC)¹¹, maintien dans l'UEE, rapprochement avec l'Union européenne et renforcement de la relation avec la France.

Conclusion stratégique : l'histoire récente explique le double mouvement actuel de l'Arménie : consolider ses institutions internes tout en recherchant de nouvelles marges de sécurité et d'autonomie extérieure.

Structure politique actuelle

L'Arménie est une république parlementaire. Le président Vahagn Khatchatourian, en fonction depuis 2022, exerce essentiellement des fonctions protocolaires, tandis que le Premier ministre Nikol Pachinian détient l'essentiel du pouvoir exécutif.

Le parti Contrat civil (Civil Contract), dirigé par Nikol Pachinian, demeure au pouvoir. Lors des élections législatives du 7 juin 2026, il a obtenu 49,75 % des suffrages, devant Arménie forte de Samvel Karapétian (23,27 %) et l'Alliance Arménie de l'ancien président Robert Kotcharian (9,92 %).¹²

La reconduction du pouvoir en 2026 donne à l'exécutif une base politique solide à moyen terme. Les prochaines élections législatives sont prévues en 2031, sauf dissolution anticipée. La stabilité politique est réelle mais doit être distinguée de la stabilité géopolitique. Les défaites militaires de 2020 et 2023 ont fragilisé la scène intérieure et nourri une opposition active, notamment autour d'anciens présidents et d'une partie du clergé.

Conclusion stratégique : le principal risque politique ne réside pas dans une alternance imminente, mais dans la capacité du gouvernement à maintenir sa légitimité intérieure tout en conduisant une politique de normalisation régionale et de réorientation extérieure potentiellement contestée.

Structure économique

L'économie arménienne se caractérise par une forte dynamique de croissance. Le PIB a atteint 29,2 milliards USD en 2025 et la croissance réelle 7,2 %, après 8,1 % en moyenne entre 2021 et 2024. Le PIB par habitant s'élevait à 9 474 USD en 2025.¹³

Les services constituent le premier pilier de l'économie, avec 61,5 % du PIB en 2024, devant l'industrie (23,2 %) et l'agriculture (7,9 %)¹⁴. Les mines et la métallurgie du cuivre occupent une place importante dans la base industrielle.

Le secteur des technologies de l'information poursuit une croissance rapide, de 9,7 % en 2025, et représente un axe prioritaire de diversification.¹⁵ Cette orientation permet à l'Arménie de développer des activités moins dépendantes de ses contraintes géographiques.

¹¹ Alliance politico-militaire créée en 2002, regroupant notamment la Russie, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan.

¹² Commission électorale centrale de la République d'Arménie. (2026). *Résultats des élections législatives du 7 juin 2026*. <https://www.elections.am>

¹³ Banque mondiale. *PIB (\$ US courants) – Arménie*. <https://data.worldbank.org/country/armenia>

¹⁴ Direction générale du Trésor. *Situation économique et financière de l'Arménie*. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/AM/indicateurs-et-conjoncture>

¹⁵ Direction générale du Trésor. *Situation économique et financière de l'Arménie*. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/AM/indicateurs-et-conjoncture>

L'environnement macroéconomique est relativement maîtrisé : l'inflation s'est établie à 3,3 % en 2025. Le chômage demeure cependant élevé, à 13,3 %, contre 12,9 % selon l'estimation de la Banque mondiale pour 2025.¹⁶

La politique économique reste expansionniste, avec un accent sur l'investissement, l'intégration des réfugiés du Haut-Karabagh et la sécurité nationale. Des réformes de modernisation de l'environnement des affaires sont soutenues par un prêt de 200 millions USD de la Banque mondiale accordé en mars 2026.

La dette publique atteignait environ 49,0 % du PIB en 2025 et pourrait atteindre 50,2 % en 2026 ; le déficit budgétaire était de 5,5 % du PIB en 2025.¹⁷

Le commerce extérieur constitue une faiblesse structurelle : les exportations de biens atteignaient 8,5 milliards USD en 2023 contre 12,5 milliards d'importations, soit un déficit d'environ 4 milliards USD.¹⁸

Conclusion stratégique : l'Arménie dispose d'une croissance robuste et d'un potentiel de diversification réel, mais son modèle reste exposé au déficit commercial, à l'endettement, à l'enclavement et à la dépendance à quelques partenaires.

Diversification économique et leviers stratégiques

La diversification constitue l'un des principaux leviers de résilience économique de l'Arménie. Elle repose d'abord sur les services et les technologies de l'information, dont la progression rapide offre un relais de croissance compatible avec les contraintes d'un pays enclavé.

Le deuxième levier réside dans l'industrie et les ressources minières. Le cuivre et les minerais figurent parmi les principales exportations, avec également l'or, les diamants et d'autres produits minéraux. Cette base peut soutenir la production et les exportations, mais elle maintient une exposition aux marchés internationaux des matières premières.

Le troisième levier est l'ouverture extérieure. La Russie demeure le premier partenaire commercial, mais les Émirats arabes unis et la Chine occupent également une place importante. L'orientation vers l'Union européenne vise à élargir les débouchés et à réduire les risques liés à une concentration excessive.

L'UE a annoncé en 2026 une aide additionnelle de 18 millions d'euros et un accès en franchise de droits pour 80 % des exportations arméniennes.¹⁹ La candidature à l'Union européenne annoncée le 25 août 2026 donne à cette ouverture une dimension à la fois économique et stratégique.

Conclusion stratégique : pour l'Arménie, la diversification n'est pas uniquement sectorielle. Elle est aussi géographique et géopolitique : développer les technologies, élargir les marchés et multiplier les partenariats contribue simultanément à la résilience économique et à l'autonomie stratégique.

¹⁶ Banque mondiale. *Arménie – Indicateurs macroéconomiques*.

<https://data.worldbank.org/country/armenia>

¹⁷ International Monetary Fund. (2025, 3 décembre). *IMF Executive Board Concludes 2025 Article IV Consultation with Armenia*.

<https://www.imf.org/en/news/articles/2025/12/02/pr-25403-armenia-imf-art-iv-consultation-6th-rev-cancels-arrange-approves-arrangement>

¹⁸ Banque mondiale. *Armenia Trade Summary*.

<https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/ARM/Year/LTST/Summarytext>

¹⁹ Commission européenne. (2026, 2 juillet). *Déclaration de la présidente von der Leyen lors de sa visite à Erevan*.

<https://arka.am/en/news/politics/eu-will-allocate-an-additional-18-million-to-armenia-and-offer-duty-free-access-for-80-of-exports-he/>

Positionnement international

La politique étrangère arménienne est orientée vers la protection de l'intégrité territoriale, le désenclavement régional et la diversification des partenariats extérieurs. L'Arménie a suspendu de facto sa participation à l'Organisation du Traité de sécurité collective depuis février 2024, en cessant notamment ses contributions financières et sa participation aux exercices, tout en restant formellement membre. Elle demeure membre actif de l'Union économique eurasiatique.

La réorientation vers l'Europe s'est accélérée en 2026. Erevan a accueilli les 4 et 5 mai le huitième sommet de la Communauté politique européenne et le premier sommet Union européenne-Arménie. Une démarche de candidature à l'Union européenne a été annoncée le 25 août 2026.²⁰

La relation avec la Russie reste néanmoins structurante : elle demeure le premier partenaire commercial de l'Arménie et conserve une présence militaire ainsi qu'une influence économique importante. Cette situation crée un équilibre délicat entre diversification vers l'Europe et maintien des liens existants.

Le processus de normalisation avec l'Azerbaïdjan demeure central. Après le sommet de Washington d'août 2025, l'Arménie poursuit le processus de paix, tandis que des incidents ponctuels restent possibles le long de la frontière commune.

La relation avec la Turquie constitue un autre axe de désenclavement. La frontière est fermée depuis 1993, mais des rencontres régulières entre envoyés spéciaux sont consacrées à la normalisation.

Le jeu des puissances régionales dépasse la seule relation bilatérale avec l'Azerbaïdjan et la Turquie. Ankara et Bakou sont unis par une proximité ethnique et linguistique ainsi que par une alliance stratégique assumée, qu'illustre l'appui militaire turc à l'offensive azerbaïdjanaise de 2020. Israël, allié de l'Azerbaïdjan depuis la chute de l'URSS, a fourni un soutien en drones lors de ce conflit afin de sécuriser ses approvisionnements pétroliers azerbaïdjanais, qui représentent environ 40 % de ses importations, et de renforcer sa pression sur l'Iran.

L'Iran occupe à cet égard une position singulière : porteur d'une importante communauté arménienne établie depuis le XVI^e siècle, Téhéran soutient de facto l'Arménie pour contenir le rapprochement entre la Turquie et l'Azerbaïdjan et éviter son propre isolement économique. La Russie, de son côté, a conservé un partenariat économique et énergétique substantiel avec Bakou, dont elle a besoin pour contourner les sanctions occidentales tout en concentrant ses moyens militaires sur le conflit en Ukraine ; cette double contrainte éclaire en partie sa relative passivité lors des offensives azerbaïdjanaises de 2020 et 2023, alors même qu'elle demeure historiquement l'allié sécuritaire de référence de l'Arménie.

Le corridor de Zanguezour constitue l'un des points de friction les plus sensibles de la région. Situé dans la province arménienne du Syunik, il représente le dernier obstacle territorial à une continuité directe entre la Turquie et l'Azerbaïdjan via l'enclave du Nakhitchevan ; Bakou en revendique un contrôle qu'Erevan refuse au nom de sa souveraineté. Ce dossier recoupe directement le projet de corridor de transport TRIPP issu du sommet de Washington d'août 2025 et explique la sensibilité particulière de la zone frontalière du Syunik identifiée par France Diplomatie. Le rapprochement sécuritaire de l'Arménie avec la France sur ce dossier est perçu

²⁰ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. *Relations bilatérales – Arménie*.
<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/information-par-pays/armenie/relations-bilaterales>



avec réserve par la Turquie, la Russie et l'Iran, chacune de ces puissances redoutant une remise en cause de son influence dans le Sud Caucase.

L'Arménie est membre de l'ONU depuis 1992, de l'OSCE depuis 1992, du Conseil de l'Europe depuis 2001, de l'OMC depuis 2003 et de la Cour pénale internationale depuis février 2024.

Conclusion stratégique : l'Arménie cherche moins à remplacer un partenaire par un autre qu'à augmenter ses marges de manœuvre en multipliant ses ancrages. La réussite de cette stratégie dépendra de la stabilité du processus de paix et de la capacité à préserver des relations économiques diversifiées.

Sécurité, défense et conflictualités

L'Arménie n'est plus engagée dans un conflit armé actif depuis sa défaite militaire de 2023 au Haut-Karabagh. La situation sécuritaire demeure toutefois étroitement liée au contexte régional et à la relation avec l'Azerbaïdjan.

Des tensions et incidents ponctuels subsistent le long de la frontière commune, notamment sur le tronçon Idjevan–Noyemberian de la route M16.

Les dépenses militaires ont représenté environ 6 % du PIB dans le budget 2025, niveau élevé lié au contexte régional. Le budget 2026 prévoit une baisse d'environ 15 % de cette enveloppe.²¹

Le risque terroriste est considéré comme faible par les autorités arméniennes selon France Diplomatie, qui n'exclut toutefois pas une attaque compte tenu du contexte régional. La criminalité générale est globalement modérée, mais une recrudescence d'agressions, notamment sexuelles contre des femmes étrangères, est signalée.

Conclusion stratégique : le risque sécuritaire arménien est avant tout géopolitique et territorial. La vigilance doit être renforcée à proximité de la frontière avec l'Azerbaïdjan et dans le Syunik, tandis que le reste du territoire présente un niveau de risque plus modéré.

²¹ SIPRI. *Military Expenditure Database*.
<https://www.sipri.org/databases/milex>

Risques et vulnérabilités

Le premier risque est géopolitique. Malgré les avancées du processus de paix avec l'Azerbaïdjan, la frontière reste un point de tension et la stabilité régionale demeure fragile.

Le deuxième risque est l'enclavement. L'absence d'accès à la mer et la fermeture de la frontière turque limitent les options logistiques et renforcent l'importance des relations avec les voisins et des projets de désenclavement.

Le troisième risque est la dépendance commerciale. La Russie reste le premier partenaire commercial à l'exportation comme à l'importation, ce qui expose l'Arménie aux effets indirects des sanctions occidentales visant la Russie et aux décisions commerciales de Moscou.

Le quatrième risque est macroéconomique. Malgré une croissance forte et une inflation maîtrisée, la dette publique, le déficit budgétaire et le déficit commercial réduisent les marges de manœuvre en cas de choc extérieur.

Le cinquième risque est social. Le chômage demeure élevé et le climat social reste marqué par les conséquences de la défaite de 2023 et l'intégration de plus de 100 000 réfugiés du Haut-Karabagh.

Le sixième risque concerne la gouvernance. L'indice de perception de la corruption de Transparency International attribue à l'Arménie un score de 46/100 en 2025, au 65^e rang sur 182 pays.²² Des préoccupations subsistent également concernant l'indépendance de la justice.

Le septième risque est démographique. Le solde migratoire net était de -29 013 personnes en 2025 selon la Banque mondiale, malgré une croissance démographique positive de 1,7 % selon les données reprises par le document.²³

Le huitième risque est naturel et territorial : l'Arménie connaît un climat continental de montagne et environ 80 % du territoire se situe en zone de risque sismique élevé.²⁴

Le neuvième risque tient à la dépendance sécuritaire historique envers la Russie. Moscou a toujours conditionné son soutien à ses propres intérêts avec Bakou, dont elle importe du pétrole pour contourner les sanctions occidentales, ce qui a limité son appui à l'Arménie lors des offensives de 2020 et 2023. En cas d'issue favorable du conflit en Ukraine, la Russie pourrait chercher à reconsolider son influence en Arménie, ce qui contraindrait les marges de la réorientation extérieure d'Erevan vers l'Union européenne et la France.

Conclusion stratégique : le risque pays arménien résulte de la combinaison d'une bonne dynamique économique et d'une forte exposition géopolitique, marquée par l'enchevêtrement des intérêts de trois puissances régionales voisines. Pour un opérateur étranger, les principaux points de vigilance sont la localisation des activités, le change, les flux commerciaux, la gouvernance, l'évolution du processus de paix et la trajectoire de la relation russo-arménienne.

²² Transparency International. (2025). *Indice de perception de la corruption 2025*.

<https://www.transparency.org/en/cpi/2025>

²³ Banque mondiale. *Solde migratoire net – Arménie*.

<https://data.worldbank.org/country/armenia>

²⁴ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. *Présentation de l'Arménie*.

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/information-par-pays/armenie/presentation-de-l-armenie>

Opportunités et dynamiques à suivre

La première opportunité réside dans la croissance des services et des technologies de l'information. La progression de 9,7 % du secteur des technologies de l'information en 2025 en fait un axe prioritaire de diversification.

La deuxième concerne la modernisation de l'environnement des affaires. Le prêt de 200 millions USD accordé par la Banque mondiale en mars 2026 soutient des réformes destinées à améliorer les conditions économiques et institutionnelles.

La troisième porte sur les relations avec l'Union européenne. La candidature à l'UE, l'aide additionnelle annoncée en 2026 et l'accès en franchise de droits pour 80 % des exportations arméniennes créent des perspectives de rapprochement économique.

La quatrième concerne les infrastructures et le désenclavement. Le processus régional de normalisation et le projet de corridor de transport TRIPP pourraient, s'ils se concrétisent dans un environnement stabilisé, modifier les conditions d'accès aux marchés.

La cinquième concerne les secteurs industriels et miniers, notamment autour du cuivre, des minerais et des activités de transformation, sous réserve de l'évolution de la demande extérieure et des conditions locales.

La sixième réside dans le développement des échanges franco-arméniens. Les échanges commerciaux entre les deux pays ont doublé depuis 2021 et la balance commerciale française était excédentaire de 146 millions d'euros en 2025.²⁵

Conclusion stratégique : l'opportunité arménienne repose moins sur la taille du marché intérieur que sur la combinaison d'une croissance élevée, d'un secteur technologique dynamique et d'un positionnement géographique susceptible de devenir plus ouvert si les processus de normalisation aboutissent.

Relations avec la France et intérêts français

Les relations franco-arméniennes sont denses et anciennes, notamment grâce à l'importante communauté d'origine arménienne en France. La visite d'État du Président de la République en Arménie les 4 et 5 mai 2026 a permis la signature d'un partenariat stratégique franco-arménien couvrant la diplomatie, la défense, l'économie, la culture et la recherche.

Cette proximité s'inscrit dans une histoire plus large de dispersion : la diaspora arménienne, estimée à environ 7 millions de personnes, soit plus du double de la population résidente (environ 3 millions), constitue depuis des siècles — notamment via la route de Crimée qui a permis dès le XIII^e siècle l'installation de communautés arméniennes dans l'empire russe puis en Pologne — un réseau de communautés actives qui a fait de la relation avec la France un point d'appui naturel de la politique extérieure arménienne.

La France dispose d'une ambassade à Erevan. L'Université franco-arménienne (UFAR) accueillait près de 2 300 étudiants en 2025-2026 et le Lycée français Anatole France environ 450 élèves à la rentrée 2024.

²⁵ Direction générale du Trésor. *Situation économique et financière de l'Arménie*.
<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/AM/indicateurs-et-conjoncture>



Les échanges commerciaux franco-arméniens ont doublé depuis 2021. La France était le 14e partenaire commercial de l'Arménie en 2025, tandis que l'Arménie n'était que le 120e partenaire commercial de la France, traduisant un écart entre la densité politique de la relation et son poids économique.

Les exportations françaises sont dominées par le matériel optique, les éléments métalliques pour la construction et les produits chimiques. La coopération économique et sectorielle s'inscrit dans un cadre plus large de défense, de culture et de recherche.

La coopération de défense franco-arménienne s'est renforcée dans un esprit de responsabilité et sans volonté d'escalade. Pour les entreprises françaises, ce rapprochement politique peut soutenir un environnement favorable au développement des échanges, mais doit être apprécié à la lumière des risques géopolitiques et des conditions d'accès au marché.

Conclusion stratégique : la relation franco-arménienne offre un potentiel de développement supérieur au seul niveau actuel des échanges. Les secteurs liés aux technologies, à l'industrie, aux infrastructures, à la recherche et à la coopération institutionnelle apparaissent cohérents avec les priorités identifiées dans le document source.

Lecture stratégique finale

L'Arménie est un État de petite taille mais à forte sensibilité géopolitique, engagé dans une phase de réorientation stratégique. Sa stabilité institutionnelle, sa croissance économique élevée et son dynamisme technologique constituent des atouts importants.

Mais cette trajectoire reste contrainte par l'enclavement, la dépendance commerciale à la Russie, le déficit commercial, l'endettement public et surtout la fragilité persistante de l'environnement sécuritaire régional.

Le défi 2026-2030 est donc celui de la conversion : convertir la croissance en résilience ; convertir la diversification économique en autonomie ; convertir le rapprochement européen en nouveaux débouchés ; convertir le processus de paix en désenclavement ; et convertir la relation franco-arménienne en échanges économiques plus substantiels.

Si cette trajectoire réussit, l'Arménie peut renforcer son rôle de plateforme économique et diplomatique du Sud Caucase et réduire progressivement sa vulnérabilité aux chocs extérieurs. Si elle échoue, le pays restera exposé à la combinaison d'un marché intérieur limité, d'un enclavement persistant et d'un environnement régional instable.

Le principal risque réside dans la capacité du pays à stabiliser durablement son environnement régional tout en maintenant sa croissance et sa réorientation extérieure sans provoquer de rupture économique avec ses partenaires traditionnels.